L’ensemble des OS a assisté ce 23 mai 2023 à la Formation Sécurité convoquée à 9h00.

Après lecture d’une liminaire intersyndicale rappelant les obligations de la direction (base de données sociales (BDS) qui devait être mise en place au 31/12/2022 et que nous n’avons toujours pas, registre de danger grave et imminent, nom de la référente sur l’égalité professionnelle ou encore bilan du NRP) le directeur n’a pu que partiellement apporter réponse à nos interrogations.

En ce qui concerne la BDS, c’est entre les mains de Bercy… Autant dire que ce n’est pas demain la veille que la direction pourra répondre à l’obligation de mettre cette BDS à disposition des représentants du personnel. C’est pourtant un arrêté de 2021 (!) qui le prévoit.
Même absence de réponse concernant le bilan du NRP : c’est en cours… le départ d’un IP à l’audit ne facilitant pas la rédaction de ce bilan.
En ce qui concerne l’égalité professionnelle, la direction a désigné Mme NEVEU comme référente pour la DDFIP01.
Solidaires Finances Publiques continuera d’exiger que la direction remplisse ses obligations réglementaires et ses engagements.

Toujours dans la liminaire, les OS ont abordé le sujet des fortes températures attendues cet été en réclamant à la direction les résultats des bilans thermiques effectués sur les sites d’ Ambérieu en Bugey, de Valserhône et du 5 rue de la Grenouillère à Bourg en Bresse mais également une instruction locale sur les mesures à prendre en cas de fortes chaleurs (aménagement des horaires et du travail, diffusion des mesures préventives à tous les agents, rappel des consignes pour éviter toute source de chaleur inutile, etc).

Si la direction s’est engagée à nous transmettre rapidement les bilans thermiques, elle nous a opposé une fin de non-recevoir en ce qui concerne une note locale sur les consignes à appliquer en cas de fortes chaleurs, nous n’avons pu qu’obtenir la confirmation que l’utilisation des ventilateurs n’était pas interdite à ce jour.
Comme d’habitude il faudra donc faire dans l’urgence dès que les thermomètres s’affoleront ! Les élus de Solidaires Finances Publiques resteront vigilants sur cette question, n’hésitez pas à les saisir en fonction des situations particulières à chaque site.

Pour rester dans le sujet « climat », une fiche registre hygiène et sécurité a été déposée par le SPFE de Nantua qui depuis plus d’une semaine doit subir des températures de 16 à 17° dans les locaux, accompagnées d’un taux d’hygrométrie se situant entre 70 et 80 % !
Ces conditions de travail sont inacceptables !
Solidaires Finances Publiques a exigé que la direction trouve enfin une solution à cette situation qui se présente quasiment chaque année pour ce site lacustre sous peine de mettre en œuvre un droit de retrait des agents et agentes. Après les mesurettes prises par ces prédécesseurs pour réduire ces problèmes d’humidité, le directeur s’est engagé à trouver une solution pérenne en faisant appel à une entreprise spécialisée.

Les élus de Solidaires Finances Publiques resteront attentifs aux suites données à cette situation.

Après approbation des PV, le deuxième point de l'ODJ concernait les nouvelles orientations de la politique immobilière de l'État. Comme Solidaires Finances Publiques vous en avait informé lors de sa précédente tournée de HMI les nouvelles normes en matière de mètres carrés par agent ne vont pas dans le bon sens.
Sans entrer dans les détails du nouveau mode de calcul de la SUB (surface utile brute) un chiffre qui résume tout : si la nouvelle norme était strictement appliquée, le site du 5 Rue de la Grenouillère devrait accueillir 79 agents supplémentaires pour la même surface !
Dans sa présentation la direction n'a pourtant pas hésité à présenter cette nouvelle orientation comme une amélioration des conditions de vie au travail pour les agents et les agentes, avec en appui un magnifique diaporama de bureaux « témoins »…
Solidaires Finances Publiques a fait part de ses réserves sur cette question cruciale tant sur la mise en place et l'application de ces nouvelles normes (en particulier sur Trévoux dans un bâtiment classé) mais également sur les budgets nécessaires.
La direction a beau nous assurer que la norme sera adaptée en fonction des contraintes de chaque site et que les agents seront associés lors de l'élaboration des nouveaux espaces de travail, Solidaires Finances Publiques a fait remarquer que si une norme était fixée c'était pour être atteinte ou en tout cas s'en rapprocher le plus possible.
Les élus de Solidaires Finances Publiques resteront vigilants sur ces questions des conditions de vie au travail.

Comme l'avait déjà fait remarquer Solidaires Finances Publiques la généralisation du télétravail suite à la crise sanitaire a engendré des économies pour la DDFIP01, en matière de consommation d'eau par exemple : - 17,50 %.
Les élus Solidaires Finances Publiques ont donc demandé que ces économies soient chiffrées pour être ensuite redistribuées aux agents et agentes effectuant du télétravail par une augmentation significative de la prime afférente. En effet cette économie se traduit surtout par un transfert de charge sur le dos des agents et agentes qui télétravaillent, elle doit être compensée par l'employeur !

Divers autres sujets ont fait l'objet d'échanges :

- l'installation de la WIFI à la direction : c'est en cours, la mise en place sera bien entendu réalisée par un professionnel afin d'assurer une couverture maximale des zones visées sans pour autant saturer d'ondes le site de la direction.
- travaux : la porte coupe feu d'Oyonnax sera bien équipée d'une partie vitrée (elle aussi coupe feu) pour éviter les chocs dus à l'ouverture à l'aveugle de cette porte. La modification d'un des bureaux d'accueil de Gex est également sur la liste des travaux à effectuer.
- actions : les séances de sophrologie sont reconduites, c'est au tour du site de Valserhône de bénéficier de cette action financée par la FS, les agents et agentes ayant participé au premier cycle en ont fait un retour très positif. L'intervention d'un kiné / masseur sur les sites pour un massage de 15 mn (soit une vingtaine d'agent / jour) est en cours de réflexion.

Solidaires Finances Publiques a proposé la tenue d'un GT en coopération avec les représentants de la MGFI pour discuter des éventuelles actions à mettre en place et envisager un co-financement.
Il a été également demandé à la direction la mise en place d'un inventaire de l'ensemble des matériels non utilisés à la DDFIP01 pour une éventuelle redistribution aux agents et agentes. Le sujet sera abordé par le directeur lors de la prochaine réunion des chefs de service afin de mettre en place cet inventaire.
Le directeur nous a ensuite fait part de sa volonté de mettre en place une formation dispensée gratuitement par le GIGN à destination des collègues amenés à intervenir en dehors des locaux de la DDFIP01 suite à l'agression (et au décès) de notre collègue chef de brigade. La mise en place de cette formation semble en bonne voie, reste une incertitude sur le volume des agents et agentes qui

pourront assister à cette formation. Sont concernés en priorité les agents des BDV, les huissiers et les agents et agentes du PCE qui font des opérations de CFE. Solidaires Finances Publiques ne peut que soutenir cette initiative mais se pose toutefois la question de la participation des collègues officiant en BCR ou aux domaines ainsi que les géomètres.

La séance a été levée à 12h15.